

annonçaient déjà les principes fondamentaux du premier Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - le GATT - conclu en 1948.

Ce fut le premier accord commercial multilatéral global du monde moderne. Il a ouvert la voie à une bonne partie du bien-être économique dont beaucoup de pays ont bénéficié après la guerre.

Notre but a toujours été de renforcer le système commercial multilatéral. Et nous le faisons de manière très canadienne.

Par exemple, nous reconnaissons qu'il existe une différence d'approche entre les pays développés et les pays en développement concernant la nouvelle série de négociations du GATT.

Dans le monde, des ponts sont nécessaires. Il faut des pays qui, tout en ayant leurs racines dans le monde industrialisé, sont capables de faire le lien avec le monde en développement. C'est ce que nous faisons. James Kelleher et moi-même avons envoyé des délégations commerciales au Brésil, en Amérique centrale, dans les pays de l'ASEAN et en Inde pour discuter des points à inscrire à l'ordre du jour des négociations, de façon à ce que cet ordre du jour soit valable pour le monde entier - pour les pays développés comme pour les pays en développement.

Nous avons proposé Montréal comme lieu de rencontre. Quel que soit l'endroit où se tiendront les négociations, nous serons présents pour participer activement à l'édification d'un système commercial multilatéral plus ouvert qui soit suffisamment solide pour obtenir la collaboration et l'appui de tous les pays du monde. Voilà l'essentiel de notre politique, une politique pour le monde. Nous préparons le Canada pour le prochain siècle - un siècle qui n'appartiendra pas à un pays quelconque, mais au monde et à ceux qui pourront soutenir la concurrence.

Il va de soi que cela comprend les États-Unis. En septembre, après des consultations étendues menées dans l'ensemble du Canada, le Premier ministre a invité les Américains à aborder la question des négociations commerciales.

S'ils acceptent d'entamer les négociations, celles-ci pourraient déboucher sur une entente d'échanges commerciaux plus libres avec les États-Unis, dans la mesure où une telle entente sert les intérêts à long terme des Canadiens. Si nous ne pouvons conclure une entente acceptable, il n'y aura